

LÉGATION DE SUISSE

Stockholm

R.P.No.58.

Stockholm, le 20 septembre 1944.

Confidentiel.En circulation ~~-----~~

29.9.44

D-9

Monsieur le Conseiller fédéral,

Dans ma première conversation, après mon retour ici, avec le ministre des affaires étrangères, nous avons abordé la préoccupante question de la pression économique des Anglo-Américains sur les neutres, qui est le sort commun à nos deux pays, bien que leur action s'exerce sur l'un et l'autre dans des formes différentes.

Le jour même de mon départ de Stockholm, le samedi 19 août, j'avais confidentiellement appris la décision que venait de prendre le gouvernement suédois de mettre un terme à toute navigation de bateaux suédois vers des ports allemands. La chose devint publique dès le surlendemain. Il m'avait alors été confié qu'on comptait par cette mesure incisive autonome éviter des demandes formelles anglo-saxonnes attendues auxquelles on ne pourrait accéder.

La manoeuvre n'a évidemment pas réussi, car le ministre m'a exposé que, dès le 25 août, les ministres des Etats-Unis et de Grande-Bretagne vinrent lui remettre une même note avec commentaires verbaux à l'appui. La pièce écrite était brève et polie dans les termes. Il y était sommairement déclaré que la situation générale était devenue telle que le moment paraissait venu pour la Suède de soumettre à révision l'ensemble de ses relations économiques avec l'Allemagne. Les commentaires, par contre, étaient plus pressants et laissaient percer la menace qu'une Suède aujourd'hui récalcitrante devrait s'attendre à se voir privée notamment de certaines matières premières dans l'après-guerre. Un langage analogue fut tenu aux re-

Monsieur Pilet-Golaz, Conseiller fédéral,
 Chef du Département politique,

B e r n e .

Dodis



présentants de la Suède à Washington, où l'on menait manifestement le train, et à Londres, où l'on suivait de façon quelque peu embarrassée. Quant aux Russes, ils s'associèrent, mais se bornèrent à la démarche écrite, ne mettant dans toute l'affaire aucune insistance.

Lors de la remise des notes, M. Günther demanda à ses deux interlocuteurs si des demandes semblables étaient présentées à d'autres neutres, dont la Suisse. Ils répondirent n'en rien savoir. Plus tard, il aurait été déclaré à Londres que la Suisse recevrait une exhortation du même genre.

Le ministère suédois fit aux trois notes reçues avec célérité une réponse écrite disant essentiellement que la politique économique de la Suède, en tant qu'Etat neutre, consistant à maintenir pendant la guerre avec tous les pays ses échanges traditionnels était bien connue, qu'au surplus, son commerce avec l'Allemagne se trouvait par suite des circonstances réduit au minimum, sans importance réelle pour la conduite de la guerre. Dernièrement, les alliés répliquèrent que la réponse suédoise ne leur paraissait pas satisfaisante, et les choses en sont là pour l'heure.

M. Günther a nettement l'impression que Washington et Londres visent, au-delà de leurs exigences concrètes, la neutralité elle-même, qu'ils ne veulent plus admettre, ni dans le présent, ni surtout pour l'avenir, dans le domaine économique. Il partage, à cet égard, l'avis que les Anglo-Américains doivent considérer la Suède comme plus traitable que la Suisse, soit en raison de l'essence différente de leur neutralité, soit à cause de la plus grande dépendance économique de notre pays vis-à-vis de l'Allemagne.

Je continuerai à me tenir au courant, autant que possible, des ultérieurs développements du problème dans son ensemble et, en vue de cela, il serait d'intérêt pour moi de

- 3 -

savoir aussi, en résumé, ce qui se passe chez nous dans ce même domaine.

Le ministre des affaires étrangères a qualifié vis-à-vis de moi les conditions russes imposées à la Finlande comme extrêmement dures. Mais il ne restait à celle-ci décidément plus d'autre issue à une situation que les Finlandais eux-mêmes avaient contribué à rendre inextricable.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

